

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, dans le passé, j'ai admis cet écart, dans mes réponses, mais même le reconnaître ne résout pas le problème administratif de paiements probablement répétés sur le même porcelet.

LA HAUSSE DES SUBVENTIONS POUR LES GRAINS DE
PROVENDE—L'EXCLUSION DE L'I.-P.-É.

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Agriculture est-il maintenant en mesure de répondre à la question que j'ai posée il y a quelques jours à son secrétaire parlementaire, à savoir, pourquoi l'Île-du-Prince-Édouard a été exclue du nombre des provinces des subventions que verse l'Office canadien des provendes pour les expéditions de grains destinés au bétail canadien?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, l'Île-du-Prince-Édouard n'est pas exclue de ces subventions. A vrai dire, il n'y a pas eu de changements qui hausseraient le coût réel pour les producteurs de l'Île-du-Prince-Édouard. Les changements effectués dans diverses régions du pays étaient tous destinés à contrebalancer la hausse des frais de transport.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Le ministre voudrait-il songer à modifier ou à corriger le communiqué émanant de son propre bureau?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, je pense que ce communiqué était très exact.

L'IMPORTATION DE BOVINS DE FRANCE—L'ÉNONCÉ D'UN
PROGRAMME

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. Le ministre se souvient sans doute de sa réponse à la question que j'avais posée en comité au sujet de l'exigence du ministère comme quoi on ne doit pas revendre avant trois ans les bovins de boucherie importés de France. Le ministre a-t-il maintenant eu le temps de concilier sa réponse avec les faits que j'ai révélés hier lors d'une séance du comité?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, les réponses que j'ai données n'étaient pas en désaccord avec les faits.

M. Rose: Je me demande si je pourrais poser au ministre une question supplémentaire. Va-t-il entreprendre une révision approfondie de tout ce programme, et faire ensuite une déclaration à la Chambre pour exposer clairement une politique améliorée dans ce domaine?

M. l'Orateur: Le député de Fraser Valley-Ouest invoque-t-il le Règlement?

M. Rose: Oui, monsieur l'Orateur. Ma question de Règlement concerne le fait que le ministre a hoché la tête en réponse et que je ne pense pas que le sténographe s'en soit aperçu.

L'hon. M. Olson: J'ai dit oui, monsieur l'Orateur.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES PRÉVISIONS RELATIVES AUX IMPORTATIONS ET
EXPORTATIONS—L'OBJECTIF POUR LES EXPORTATIONS

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que le monde des affaires du Canada a prêté qu'en 1972, nos exportations allaient augmenter moins rapidement que nos importations, j'aimerais demander au ministre si son ministère s'est fixé un objectif de croissance des exportations pour 1972, et, si c'est le cas, pourrait-il nous dire quel est cet objectif?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, l'observation du député est exacte. On prévoit qu'en 1972, les importations vont augmenter plus rapidement que les exportations. A vrai dire, on prévoit actuellement une croissance modeste des exportations en termes réels, soit un facteur d'inflation aussi faible que possible. L'on s'attend actuellement à une croissance de 7, 8 ou 9 p. 100. Si le député veut venir me voir tout à l'heure, je lui ferai part d'un certain nombre de mesures grâce auxquelles nous avons l'intention d'accroître cette croissance modeste.

* * *

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LA MISE EN COMMUN DES BIENS EXCÉDENTAIRES DE
TOUTES LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE AVEC CEUX DE
LA DÉFENSE

M. Cliff Downey (Battle River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Approvisionnement et Services. Ses collaborateurs ou lui-même ont-ils étudié les possibilités qu'offrirait la mise en commun des biens excédentaires des sociétés de la Couronne et de ceux de la Défense nationale, ce qui pourrait réduire les frais d'administration, augmenter les recettes grâce à de meilleures techniques de commercialisation et permettrait à ces ministères de dresser un inventaire détaillé de ces biens afin de les écouler?

L'hon. James Richardson (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur l'Orateur, la mise en commun des biens de toutes les sociétés de la Couronne ne relève pas de mon domaine.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

LA VISITE DE NIXON ET LE CONGÉ DE PÂQUES

M. R. E. McKinley (Huron): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au leader du gouvernement à la Chambre. Nous dirait-il pourquoi il ne peut nous indiquer avec certitude que nous reprendrons la session le 10 avril? En fait, il a déclaré hier que notre date de retour serait probablement retardée. Est-il exact que le gouvernement ne veut pas que le Parlement siège pendant que le président Nixon est à Ottawa?

M. l'Orateur: A l'ordre.